

L'Europe s'installe dans une croissance faible

La zone euro subit le ralentissement du commerce mondial, lié notamment aux tensions sino-américaines

BRUXELLES - bureau européen

Jusqu'ici, tout va bien. Ou plus exactement, le pire devrait être évité. A lire les « prévisions d'automne » de la Commission européenne, qui devaient être publiées jeudi 7 novembre, il apparaît en effet que l'Europe s'installe durablement dans une croissance faible, sans ressort, qui se double d'une inflation anémique. Cependant, elle ne devrait pas tomber en récession, du moins d'ici à 2021.

« Toutes les économies de l'Union européenne [UE] devraient continuer à croître au cours des deux prochaines années, en dépit de turbulences de plus en plus fortes », constate Pierre Moscovici, commissaire aux affaires économiques et financières. Certes, mais à un rythme ralenti et qui ne donne aucun signe d'accélération. Il n'est désormais plus question que l'activité rebondisse, comme le projetait pourtant l'exécutif communautaire au printemps.

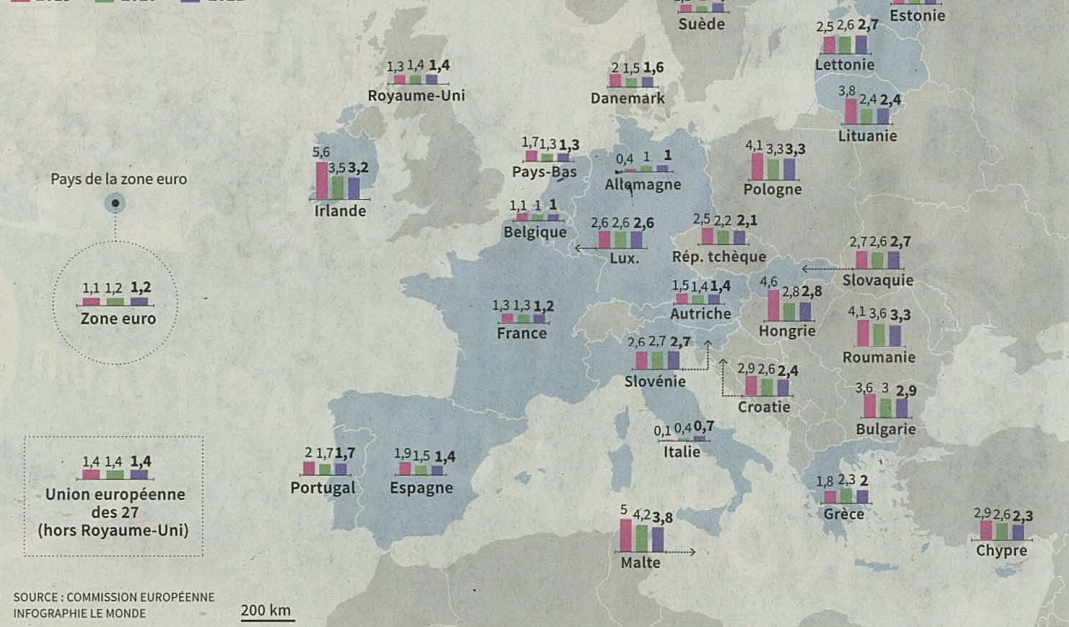
Après avoir augmenté de 1,9 % en 2018, le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro devrait progresser de 1,1 % en 2019, puis de 1,2 % en 2020 et 2021. Si l'on considère les vingt-sept pays de l'Union, la croissance devrait atteindre 1,4 % pour chacune des trois années étudiées.

Le Vieux Continent subit de plein fouet la décélération du commerce mondial, liée notamment aux tensions entre la Chine et les Etats-Unis, mais aussi au ralentissement de l'empire du Milieu, aux tensions géopolitiques et aux difficultés que rencontrent les pays émergents. Dans ce contexte, les investissements sont délaissés, et l'industrie est à la peine. Les incertitudes qui pèsent sur l'avenir du multilatéralisme, attaqué de plein fouet par Donald Trump, ou sur le Brexit ne permettent pas d'imaginer des perspectives plus réjouissantes.

Un continent qui s'essouffle

PRÉVISIONS DE LA CROISSANCE DU PIB EN %

■ 2019 ■ 2020 ■ 2021



SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE
INFOGRAPHIE LE MONDE

200 km

Ce qui devrait sauver le Vieux Continent de la récession, c'est le dynamisme du marché de l'emploi

usage», estime Valdis Dombrovskis, le vice-président de la Commission européenne. Pour alléger les prélèvements obligatoires et investir. D'autant que les taux d'intérêt sont au plus bas et que la Banque centrale européenne ne peut plus aller au-delà de ce qu'elle a déjà fait pour soutenir l'économie. Ce message s'adresse en priorité à l'Allemagne, dont les excédents budgétaires, même s'ils commencent à diminuer, s'accroissent.

« Il faut saisir cette fenêtre de tir », juge Marco Buti, alors que la zone euro ne s'est toujours pas dotée de son propre budget et se prive ainsi d'un instrument de stabilisation en cas de nouvelle crise. L'Allemagne et plus encore les Pays-Bas se sont opposés à ce projet cher à Emmanuel Macron.

S'ils ne prévoient pas de récession, les économistes de la Commission n'ignorent pas pour autant les risques qui menacent leurs prévisions. Ainsi, la situation chinoise pourrait se dégrader plus que prévu, Donald Trump encore augmenter les droits de douane sur les automobiles allemandes, Pékin et Washington intensifier leur guerre commerciale et l'Europe de l'Est, relativement épargnée jusqu'ici, fléchit à son tour... Sans oublier le Brexit, dont on ne sait toujours pas quelle forme il prendra. A cette aune, on comprend mieux pourquoi l'exécutif européen a choisi, pour titrer ses prévisions : « La route s'annonce difficile. »

VIRGINIE MALINGRE

Les pays dont l'activité dépend le plus des exportations de biens manufacturiers souffrent particulièrement de la situation. L'Italie, qui a subi une crise politique majeure cet été, fait figure de dernier de la classe, avec une croissance qui reste nettement en dessous de 1 % sur toute la période analysée. L'Allemagne arrive en avant-dernière position, d'autant que, dans la foulée du « dieselgate » (le scandale des moteurs diesel truqués), elle doit aussi faire face à une remise en cause profonde de son industrie automobile qui a longtemps fait sa force.

Les Etats où les services occupent une place importante s'en sortent relativement mieux. Car, pour l'instant, ce pan de l'économie n'a pas été contaminé par la déprime du secteur industriel.

« Résilience »

Ainsi, le PIB français devrait croître de 1,3 % en 2019 et 2020, puis de 1,2 % en 2021, selon la Commission. La consommation des ménages y résiste bien, et, de ce point de vue, les mesures de soutien du pouvoir d'achat adoptées dans la foulée du mouvement des « gilets jaunes » par le président de la

République Emmanuel Macron tombent à point nommé.

Ce qui devrait sauver l'Europe de la récession, expliquent les économistes bruxellois, c'est le dynamisme du marché de l'emploi. Sur la zone euro, le taux de chômage devrait poursuivre sa décline, pour atteindre 7,6 % en 2019, 7,4 % en 2020 et 7,3 % en 2021. « Mais cette résilience [du marché de l'emploi] pourrait ne pas durer éternellement », prévient Marco Buti, le directeur général à l'économie au sein de la Commission.

L'Europe peut en outre se féliciter des efforts d'assainissement

des finances publiques qu'ont réalisés les Etats membres, dans la foulée de la crise de 2008, et qui leur permettent d'affronter la période actuelle de manière plus sereine. Aucun des Vingt-Huit ne devrait afficher un déficit public supérieur à 3 % du PIB entre 2019 et 2021. Seule exception : la France cette année, à qui la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse des charges pérenne a coûté 0,9 point de PIB.

« Les Etats membres qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire devraient en faire